



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le - 2 FEV. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELECTRICITE DE FRANCE

Les Monts d'Arrée
29690 Brennilis

Références : **ENV-D-26-053**

Code AIOT : 0005500521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/12/2025 dans l'établissement ELECTRICITE DE FRANCE implanté Les Monts d'Arrée 29690 Brennilis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTRICITE DE FRANCE
- Les Monts d'Arrée 29690 Brennilis
- Code AIOT : 0005500521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'inspection du 23/12/2025 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale relative au contrôle des dispositions réglementaires en matière de remplacement des émulseurs anti-incendie contenant

des PFAS. L'inspection s'est également intéressée à la nature des travaux envisagés pour assurer ce remplacement et aux mesures compensatoires définies par l'exploitant pour pallier à l'indisponibilité partielle de sa défense contre l'incendie.

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	SGS - Remplacement des émulseurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Mesures compensatoires pendant la phase d'indisponibilité de la DCI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
9	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1, 43-2-3 et 43-3-3	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
10	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	14 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sulfonique)	concernant les polluants organiques persistants	
5	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le respect des échéances portées par les règlements européens POP et REACH, l'inspection note que l'exploitant est en situation d'écart depuis le 03/12/2025. Les travaux de remplacement de son émulseur sont prévus en mars 2026. Ce remplacement impose d'importantes modifications des équipements et nécessite des études de dimensionnement que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter.

Par ailleurs, les mesures compensatoires définies par l'exploitant pour pallier à l'indisponibilité partielle de son installation de défense contre l'incendie pendant les travaux ne sont pas suffisantes et il convient de les renforcer.

Enfin, des non-conformités majeures ont été relevées. Elles concernent l'organisation de l'exploitant en matière de défense incendie, et les moyens humains et matériels concourant à leur mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne de prélèvements
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé ne pas avoir mené de campagne de prélèvements et d'analyse conformément à la prescription contrôlée. L'inspection a confirmé à l'exploitant l'assujettissement de son site à la réalisation d'une telle campagne, au regard de la présence d'émulseur contenant des PFAS et de l'incapacité d'écarter totalement une possible contamination des sols due à des exercices réalisés avec présence de mousse (même de manière ponctuelle) ou à une perte accidentelle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de procéder à la mise en œuvre d'une campagne de prélèvement et d'analyse conformément à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Produits chimiques, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Interdite depuis 2010. La présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces est possible en-deçà de 10 mg/kg. A partir du 3 décembre 2025, cette valeur limite sera abaissée à : Annexe I du règlement 2019/1021 (POP) : « 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. »
Constats : Le site EDF de Brennilis abrite une réserve d'émulseur PETROFILM 3B de 15 m ³ . Celui-ci a fait l'objet d'une analyse selon la méthode TOP Assay en aout 2024. Le rapport associé à cette analyse référencé 10389-PFAS et présenté à l'inspection met en évidence une concentration en PFOS de 80 µg/kg (avant TOP Assay) et de 70 µg/kg (après TOP Assay - composés apparentés). La valeur de concentration limite de 25 µg/kg applicable depuis le 3 décembre 2025 est dépassée. L'utilisation de cet émulseur est par conséquent interdit depuis le 3 décembre 2025 conformément au règlement européen. L'exploitant, au jour de l'inspection, est donc en irrégularité vis-à-vis de la prescription contrôlée. Toutefois, l'inspection a identifié que le remplacement de celui-ci par un émulseur conforme à la réglementation est prévu à court terme, dans le cadre de travaux planifiés en mars 2026 (voir constats suivants).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de confirmer à l'inspection le caractère effectif des travaux associés au remplacement de l'émulseur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Produits chimiques, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

Constats :

Le site EDF de Brennilis abrite une réserve d'émulseur PETROFILM 3B de 15 m³. Celui-ci a fait l'objet d'une analyse selon la méthode TOP Assay en août 2024. Le rapport associé à cette analyse référencé 10389-PFAS et présenté à l'inspection met en évidence une concentration en PFHxS inférieure à 20 µg/kg (avant TOP Assay) et de 30 µg/kg (après TOP Assay - composés apparentés), qui sont donc inférieures aux seuils retenus par le règlement européen.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Produits chimiques, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont

contenus;

c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;

d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

Le site EDF de Brennilis abrite une réserve d'émulseur PETROFILM 3B de 15 m³. Celui-ci a fait l'objet d'une analyse selon la méthode TOP Assay en août 2024. Le rapport associé à cette analyse référencé 10389-PFAS et présenté à l'inspection met en évidence une concentration en PFOA de 50 µg/kg (avant TOP Assay) et de 68 000 µg/kg (après TOP Assay - composés apparentés), qui est donc supérieure au seuil retenu par le règlement européen. L'utilisation de cet émulseur est par conséquent interdite depuis le 3 décembre 2025 conformément au règlement européen. L'exploitant, au jour de l'inspection, est donc en irrégularité vis-à-vis de la prescription contrôlée. Toutefois, l'inspection a identifié que le remplacement de celui-ci par un émulseur conforme à la réglementation est prévu à court terme, dans le cadre de travaux planifiés en mars 2026 (voir constats suivants).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de confirmer à l'inspection le caractère effectif des travaux associés au remplacement de l'émulseur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

Thème(s) : Produits chimiques, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:

- a) une autre substance, en tant que constituant;
- b) un mélange;
- c) un article;

sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.

5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;
- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;

- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;

Constats :

Le site EDF de Brennilis abrite une réserve d'émulseur PETROFILM 3B de 15 m³. Celui-ci a fait l'objet d'une analyse selon la méthode TOP Assay en aout 2024. Le rapport associé à cette analyse référencé 10389-PFAS et présenté à l'inspection met en évidence une concentration en PFCA (somme des composés à chaînes longues) inférieure à 1400 µg/kg (avant TOP Assay) et de 24700 µg/kg (après TOP Assay - composés apparentés), qui sont donc inférieures aux seuils retenus par le règlement européen.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : SGS - Remplacement des émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, PFAS LI- Gestion des modifications

Prescription contrôlée :

Consignes d'exploitation et de sécurité.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Constats :

Au cours de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection la nature des travaux associés au remplacement de l'émulseur utilisé jusqu'à présent. Afin de s'affranchir des difficultés de mise en œuvre des opérations de nettoyage des circuits ayant été en contact avec l'émulseur, l'exploitant a opté pour un remplacement complet des équipements et notamment de la cuve, des injecteurs venturi et des différents linéaires de tuyauterie véhiculant le produit entre ces deux derniers équipements.

Dans ce cadre, l'inspection s'est intéressée au respect des exigences réglementaires en matière de gestion des modifications. L'exploitant a ainsi présenté à l'inspection la note d'organisation « Gestion des modifications au CETAC » référencée T-40211304-2018-000353B. Cette note prévoit que le service QSE s'assure que le projet ne présente pas d'impact sur la sécurité industrielle et que la modification est validée par le chef de mission QSE et approuvée par la directrice.

L'inspection note que la modification envisagée pour le remplacement de l'émulseur a fait l'objet d'un cahier des charges - CCTP - «Remplacement des émulseurs des parcs à fioul CETAC dans le cadre de la transition des émulseurs fluorés ». L'exploitant a par ailleurs précisé que l'émulseur choisi pour remplacer la référence actuelle est le FFC 3% N-TP de la société Burnguard. L'inspection note que cette nouvelle référence présente une température limite d'utilisation de -2°C et une température de congélation de -4°C. L'exploitant a alors précisé que la cuve d'émulseur sera implantée dans un local équipé d'un convecteur. Toutefois, l'inspection note que l'exploitant n'a pas défini de température de consigne du local en fonction de la plage optimale d'utilisation de l'émulseur ni défini des règles de fiabilisation de la défense contre l'incendie vis-à-vis de cette problématique (pièces de rechange du convecteur présent dans le local, contrôle périodique de la conformité de la température du local...).

Le dossier de conception est quant à lui en cours d'élaboration. Celui-ci établira notamment le dimensionnement des nouveaux injecteurs venturi sur la base d'une campagne de mesure de vitesse dans les tuyauteries incendie protégeant les différentes installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de transmettre à l'inspection le dossier de conception une fois finalisé. Au regard des constats relevés à l'occasion de l'inspection du 22/12/2025 menée sur le site CETAC de Dirinon, l'exploitant justifiera par ailleurs :

- les conditions de validation du dossier de conception par le service QSE - CETAC,
- le bon dimensionnement des nouveaux injecteurs venturi au regard des résultats de la campagne de mesure de vitesse dans les tuyauteries incendie protégeant les différentes installations ainsi que des règles de l'art en matière de concentration délivrée,
- la bonne prise en compte de la plage de température d'utilisation du futur émulseur (identification de la température optimale du local, contrôle périodique de la température du local, pièces de rechange du convecteur...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Mesures compensatoires pendant la phase d'indisponibilité de la DCI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, PFAS LI – Mesures compensatoires DCI

Prescription contrôlée :

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Pendant la durée des travaux planifiés sur une durée de 14 jours entre le 23/03/2026 et le 09/04/2026, l'exploitant a précisé à l'inspection que le circuit de défense contre l'incendie actuellement utilisé sera entièrement mis hors service. L'exploitant a précisé lors de la visite qu'il envisage de rédiger une consigne temporaire qui précisera notamment que le circuit hydraulique des poteaux incendie restera disponible ainsi qu'un ensemble de mesures de prévention prévoyant par exemple l'interdiction des opérations de dépotage pendant la durée des travaux.

L'inspection a alors précisé son positionnement sur ce sujet qui, de la même manière que pour le site de Dirinon, consiste à considérer que les mesures compensatoires envisagées par l'exploitant ne sont pas suffisantes et acceptables en l'état et que celui-ci ne peut se reposer entièrement sur les moyens d'intervention publics pour gérer ses propres risques. Par conséquent, l'inspection attend que l'exploitant renforce ses mesures compensatoires, en assurant par exemple le maintien en service des groupes motopompes pendant la durée des travaux, en assurant des débits d'extinction plus important et, dans le cas où des manœuvres doivent être réalisées, en s'assurant que le personnel est formé et équipé pour les assurer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de présenter à l'inspection son organisation en matière de mesures compensatoires pendant la durée des travaux. Cette nouvelle organisation fera l'objet d'une mise à jour du POI et sera communiquée à l'ensemble du personnel concerné.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3
Thème(s) : Risques accidentels, Feu de bac : Conformité de la défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : 43-3-3. Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté.
Constats : Au cours de la visite, l'inspection a contrôlé le respect par l'exploitant des dispositions en matière de débit minimum à assurer pour l'extinction des feux de liquides inflammables. Plus précisément, l'annexe 5 de l'arrêté du 3 octobre 2010 prévoit un taux d'application forfaitaire de 4 l/min.m ² à assurer pour les feux de réservoirs maîtrisés par des boîtes à mousse. L'exploitant a alors précisé qu'il appliquait un taux d'application réduit de 2,5 l/min.m ² pour l'extinction d'un feu de nappe à l'intérieur de ses réservoirs. L'inspection a alors précisé : <ul style="list-style-type: none"> · que l'annexe 5 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 précise que la non-application du débit forfaitaire est possible uniquement pour les feux de rétention, · qu'une dérogation par le préfet est toutefois envisageable sous réserve que l'exploitant dépose une demande en ce sens justifiant du respect de l'ensemble des mesures identifiées par le GESIP et la DGPR en 2019, · que l'octroi d'une dérogation ne pourra se faire que sur la base des résultats d'une campagne de mesure de vitesse dans les tuyauteries incendie alimentant les boîtes à mousse. L'inspection considère que cet écart constitue une non-conformité majeure qu'il convient d'encadrer par une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant d'apporter les modifications qui s'imposent à son installation de défense contre l'incendie afin d'assurer le respect des débits d'extinction réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1, 43-2-3 et 43-3-3
Thème(s) : Risques accidentels, Feu sur l'aire de dépotage : adéquation des moyens humains et matériels
Prescription contrôlée : Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre : <p>[...]</p> - 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ; <p>[...]</p> Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

-les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;

-les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.

[...]

43-2-3. La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :

-la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;

-l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m² compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/m²)^{4/3}. s ni la valeur de 8 kW/m², sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;

-la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.

[...]

43-3-3. Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté.

Constats :

Au cours de la visite, l'inspection s'est intéressée à l'organisation de l'exploitant en matière de stratégie d'extinction d'un feu de nappe se déclarant au niveau du poste de dépotage des camions. En effet, considérant que les effets thermiques associés à un tel scénario sortent des limites du site, la prescription contrôlée prévoit que celui-ci doit être intégré au plan de défense incendie en y précisant notamment les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation, des moyens de lutte contre l'incendie.

Ces éléments n'ont pu être présentés à l'inspection le jour de la visite. Notamment, l'exploitant a précisé ne pas avoir en sa possession des documents permettant de justifier que le débit d'extinction délivré au niveau du poste de dépotage est bien conforme aux valeurs réglementaires précisées dans l'annexe 5 de l'arrêté du 3 octobre 2010.

Par ailleurs, le jour de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de procéder au démarrage du groupe motopompe alimentant les deux canons à mousse situés de part et d'autre de l'aire de dépotage. Dans un premier temps, seul un canon était alimenté, et le jet n'atteignait aucune des pistes exploitées. Après avoir procédé à l'ouverture du deuxième canon à mousse, seul celui situé le plus au nord permettait d'atteindre une des pistes exploitées. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les débits des canons lorsque les 2 fonctionnent de manière simultanée et notamment si ceux-ci atteignent les valeurs réglementaires.

Cet essai a ainsi démontré la nécessité de prévoir des moyens humains formés et équipés à intervenir au niveau des canons à mousse pour assurer leur orientation et leur réglage de puissance, notamment afin de prendre en considération la localisation exacte des camions et

notamment la piste concernée, la stratégie d'extinction et le sens et la puissance du vent. D'après les modélisations des effets thermiques élaborées par l'exploitant, les canons à mousse se situent dans les zones des effets thermiques supérieurs à 8kw/m^2 , ce qui interdit toute intervention humaine à proximité en application de l'article 43-2-3. Sur ce sujet, l'exploitant a par ailleurs indiqué que son personnel n'était ni formé, ni habilité, ni équipé pour intervenir à proximité d'un feu développé. Par ailleurs, l'inspection note que des flux thermiques supérieurs à 8kw/m^2 constituent une source d'agression des équipements et peuvent rendre inopérants les canons à mousse.

L'inspection considère que cette situation constitue un écart majeur aux différentes prescriptions de l'article 43 de l'arrêté du 3 octobre 2010 qui précise notamment que l'exploitant doit définir une stratégie d'intervention autonome vis-à-vis de ce scénario avec des moyens humains et matériels adaptés au feu à combattre, ce qui n'est clairement pas le cas actuellement.

L'inspection considère qu'il convient d'encadrer cet écart par une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant apporter les modifications qui s'imposent à son organisation afin d'assurer sa conformité vis à vis des obligations réglementaires en matière d'autonomie de sa défense contre l'incendie et d'adéquation des moyens humains et matériels à assurer la maîtrise des feux d'hydrocarbures pour l'ensemble des scénarios de référence prévus à l'article 43-1 et notamment pour son scénario de feu de nappe au niveau de l'aire de dépotage. Plus précisément il s'assurera du strict respect des exigences des articles 43-1, 43-2 et 43-3 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, Prise en compte du retour expérience

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Constats :

Suite à l'incident du débordement du réservoir n°2 de fioul domestique survenu le 10/12/2024 lors d'une opération de dépotage à partir de citernes routières, l'exploitant a procédé à une analyse qui a permis d'identifier des carences manifestes dans la robustesse et la rigueur de l'organisation de l'exploitant associée à la mise en œuvre des opérations d'alimentation des réservoirs. Cette analyse a notamment conclu à la nécessité de renforcer l'organisation de l'exploitant en mettant notamment en œuvre un contrôle croisé de la bonne adéquation entre les quantités contenues dans les camions et le volume disponible dans les réservoirs.

A l'occasion de la visite, l'exploitant a ainsi présenté à l'inspection la nouvelle procédure appliquée depuis plusieurs mois. Toutefois, l'inspection a identifié que cette procédure présentée tel un contrôle croisé n'en était en fait pas un. En effet, l'agent EDF réalise seul son calcul du nombre de camions acceptables en fonction du niveau des réservoirs sans que celui-ci ne soit vérifié et contre-signé par un deuxième agent EDF ou personnel extérieur. Seule une contre-vérification du niveau final des réservoirs après réalisation de l'ensemble des dépotages est réalisée, ce qui n'est pas adapté pour prévenir le risque de débordement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'apporter les modifications qui s'imposent à son organisation afin de mettre en place un contrôle croisé effectif et efficace pour prévenir les risques de débordement de réservoirs. De manière générale, il s'assurera du caractère effectif et efficace de l'ensemble des mesures décidées suite à l'évènement du 10/12/2024.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 14 jours



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial

Arrêté préfectoral du **XX/XX/2026**

mettant en demeure la Société EDF (CETAC) à respecter certaines dispositions réglementaires en matière de maîtrise des risques pour son stockage de fioul domestique associé à sa centrale électrique située sur la commune de BRENNILIS (29690)

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6 à L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;
- VU** le décret du 28 avril 2025, nommant M. Louis Le Franc, préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation
- VU** l'arrêté ministériel du 29/09/2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°96/0116 du 16 janvier 1996 autorisant la société EDF (CETAC) à exploiter sur le site des Monts d'Arrée à BRENNILIS, trois turbines à combustion et un dépôt de liquides inflammables
- VU** le plan d'opération interne du site EDF (CETAC) de BRENNILIS ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement du **XX** établi à la suite de sa visite du 23 décembre 2025 de la centrale électrique exploitée par la société EDF (CETAC) sur la commune de BRENNILIS ;
- VU** la réponse/l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que la société EDF (CETAC) est autorisée à exploiter à BRENNILIS un établissement classé Seveso Seuil Bas selon la directive européenne 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite « Seveso 3 » ;

CONSIDÉRANT que l'article 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé précise que : « le présent arrêté s'applique [...] à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées » ;

CONSIDÉRANT que le site EDF (CETAC) de BRENNILIS abrite une cuve de 15 m³ d'émulseur contenant des PFAS en quantité supérieure aux seuils définies dans le règlement européen CE n°2019/1021 sur les polluants organiques persistants ;

CONSIDÉRANT qu'EDF (CETAC) n'est pas en mesure d'écarter une possible contamination des sols due à des exercices réalisés avec présence de mousse ou à une perte accidentelle ;

CONSIDÉRANT que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé précise que : « l'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale » ;

CONSIDÉRANT que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé précise que : « pour les établissements soumis à autorisation au titre de rubriques non mentionnées ci-dessus, la première campagne est réalisée au plus tard neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté » ;

CONSIDÉRANT qu'EDF (CETAC) n'a pas initié la campagne de prélèvement au jour de la visite d'inspection ;

CONSIDÉRANT que l'article 43-3-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé précise que : « Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté » ;

CONSIDÉRANT que l'annexe V de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé précise un taux d'application forfaitaire de 4 litres par mètre carré et par minute pour l'extinction d'un feu de réservoir en utilisant un moyen d'application réalisant une application douce telle qu'une « boîte à mousse » ;

CONSIDÉRANT que le jour de la visite, l'exploitant a précisé à l'inspection que le débit délivré au niveau des boîtes à mousses de ses réservoirs de fioul domestique est inférieur au taux d'application réglementaire défini à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé précise que : « dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence [...] feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site » ;

CONSIDÉRANT que l'aire de dépotage utilisée pour l'alimentation des réservoirs de fioul domestique est à considérer tel un équipement annexe aux stockages ;

CONSIDÉRANT que la modélisation des effets thermiques associée à l'aire de dépotage met en évidence des effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ;

CONSIDÉRANT que l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé précise que :
« Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :-les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ; -les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document » ;

CONSIDÉRANT que les documents prévus par l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé n'ont pas été présentés le jour de la visite d'inspection et ne sont pas disponibles ni dans le plan d'opération interne du site, ni dans l'étude de dangers en vigueur ;

CONSIDÉRANT que l'article 43-2-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé précise que :
« en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :
- la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;
- l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m² compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/m²)^{4/3}. s ni la valeur de 8 kW/m², sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;
- la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés » ;

CONSIDÉRANT que les canons mobiles situés de part et d'autre de l'aire de dépotage constituent des moyens semi-fixes et n'ont pas fait l'objet d'une démonstration d'adéquation aux moyens humains prévue par l'article 43-2-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que les canons mobiles sont situés dans des zones d'effets thermiques supérieures à 8kW/m², ce qui ne permet pas la présence de personnel pour leur manœuvre conformément aux dispositions prévues par l'article 43-2-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 43-2-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé précise que :
« Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées » ;

CONSIDÉRANT que le POI de l'exploitant prévoit, pour le scénario d'incendie au niveau de la zone de dépotage camion, une mise en œuvre manuelle de deux canons à mousse délivrant un débit unitaire de 1000 l/min ;

CONSIDÉRANT que la mise en place d'un canon à mousse nécessite des manœuvres humaines d'orientation et de réglage de puissance du canon en fonction de la localisation précise du feu, de la technique d'attaque et du vent ;

CONSIDÉRANT que le personnel de la société EDF (CETAC) n'est ni formé, ni habilité, ni équipé pour l'utilisation d'un canon à mousse en cas de survenue d'un feu développé au niveau de l'aire de dépotage ;

CONSIDÉRANT que la défense contre l'incendie constitue un enjeu important du site en matière de prévention de la pollution et des risques liés au stockage de produits pétroliers ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société EDF (CETAC) de régulariser sa situation ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société EDF (CETAC) est mise en demeure, pour sa centrale électrique qu'elle exploite sur la commune de BRENNILIS, de régulariser sa situation en se mettant en conformité vis-à-vis des dispositions :

- de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté,
- de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Telerecours citoyens dans un délai de deux mois suite à la date de notification du présent arrêté.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

À compter de sa notification et en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à la société EDF (CETAC) et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Finistère
- Monsieur le Maire de BRENNILIS
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Quimper, le

Le préfet